

À rebours du NFP, Davy Rimane et Christian Baptiste demandent audience au Premier ministre

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / STÉPHANE AUGIER

11 septembre 2024



Les députés Christian Baptiste (3^e photo ci-dessus) rapporteur spécial du budget des Outre-mer (Guadeloupe, apparenté PS) et Davy Rimane (2^e photo ci-dessus) président sortant de la délégation aux Outre-mer (Guyane, gauche démocrate et républicaine) ont le 6 septembre, formulé une demande d'audience auprès du Premier ministre Michel Barnier, alors que leur groupe, le Nouveau front

populaire (NFP), a précédemment refusé de rencontrer le chef du futur gouvernement.

Les deux parlementaires, de Guyane et de Guadeloupe, souhaitent discuter de « questions cruciales » concernant les territoires d'Outre-mer. Leur demande d'entretien reflète une volonté de mettre en avant les défis spécifiques auxquels sont confrontés ces territoires, en dépit des lignes directrices de leur propre parti.

Davy Rimane et Christian Baptiste ont dans leur lettre souligné plusieurs points essentiels qu'ils aimeraient aborder lors de cette rencontre :

À l'unisson de l'ensemble des députés de l'Outremer Christian Baptiste et Davy Rimane réclament la création d'un Ministère des Outre-mer de plein exercice, doté d'une autorité renforcée, directement rattaché au Premier ministre, pour mieux répondre aux spécificités des territoires ultramarins. Selon les deux députés *« la nomination depuis 2022 de trois ministres délégués a révélé une incompréhension préoccupante des réalités de l'Outremer. Nos concitoyens ne peuvent plus être gérés par des personnalités déconnectées des défis spécifiques que nous rencontrons quotidiennement »*, selon eux.

Ils demandent aussi des mesures concrètes pour lutter contre la vie chère, la précarité, et les inégalités sociosanitaires. *« Sur ces sujets qui empoisonnent nos territoires depuis des années nous demandons des actions tangibles »*. Ils exigent également des éclaircissements sur les réformes en cours, notamment celles concernant l'octroi de mer. *« L'État nous a annoncé travailler sur*

des scénarios de réforme sur la base des retours des différents territoires et s'est engagé à rendre publics ces éléments. Nous demandons la restitution de ces simulations », écrivent encore les deux députés. Dans leur lettre, Christian Baptiste et Davy Rimane veulent savoir aussi comment le gouvernement entend répercuter les conclusions du rapport de l'inspection générale, sur le prix des carburants aux Antilles et en Guyane.

Ils plaident également pour une politique visant à pacifier les tensions entre indépendantistes et non-indépendantistes en Nouvelle-Calédonie.

Christian Baptiste et Davy Rimane se disent inquiets quant à la réduction du budget. Ils expriment plus précisément leur inquiétude face à la diminution prévue des crédits alloués aux Outre-mer, notamment pour le programme 123 « Conditions de vie outre-mer », et la possible baisse des exonérations de cotisations sociales « *incompatibles avec la situation de l'emploi sur nos territoires* » écrivent-ils.

Enfin, Christian Baptiste et Davy Rimane demandent au Premier ministre une rencontre avec l'ensemble des parlementaires Outre-mer du NFP avant la formation définitive du prochain gouvernement, affirmant leur intention d'utiliser leur liberté de ton pour défendre les intérêts des Ultramarins.

Volonté politique efficace ou simple envie d'exister ? Cette initiative à rebours de la ligne politique de leur coalition NFP, est selon les deux députés la marque d'une certaine autonomie intellectuelle et d'une volonté de

contrôle des décisions politiques. C'est louable. En tant qu'élu, les députés ont non seulement la responsabilité de critiquer, mais aussi de proposer des alternatives concrètes et réalistes aux politiques en place.

Pour que leur démarche de dissidence ou de position alternative soit perçue comme sérieuse et crédible, il reste encore à Christian Baptiste et à Davy Rimane de proposer des mesures détaillées, associées à un calendrier, et à une projection budgétaire, qui soulignent leur vision structurée des politiques publiques dont ils souhaitent l'application.

En l'absence de telles propositions, leurs critiques demeurent abstraites. Ce n'est guère mieux que se contenter d'aller au fil des audiences ministérielles, quémander en complet cravate.